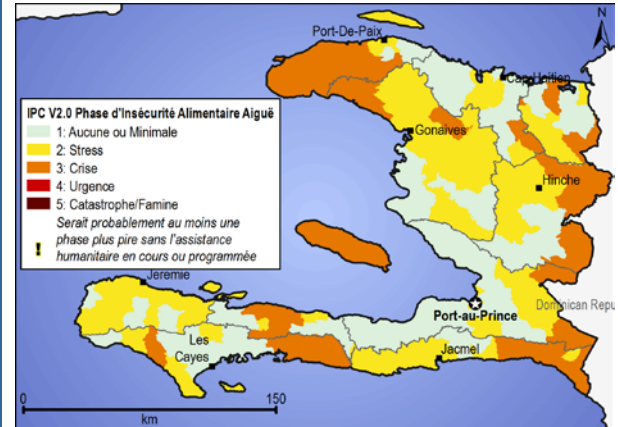


Hausse des prix et faibles revenus tendent à accentuer la Crise au moins jusqu'à juin 2016

MESSAGES CLÉS

- Induite par le phénomène El Niño, la sécheresse a provoqué, à travers le pays, des pertes de récolte supérieures à 50 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale. Cependant, bien qu'encore présent, ce phénomène est à son déclin. Des pluies moyennes ou au-dessus de la moyenne sont prévues pour la période allant de février à septembre 2016 selon les modèles des différents centres climatologiques.
- Dans certaines communes dans les Nippes, le Nord-est, le Sud-est, l'Ouest, le Nord-Ouest et le Sud, les agriculteurs, décapitalisés, auront beaucoup de difficultés pour acquérir les intrants agricoles nécessaires à la conduite de la campagne agricole de printemps. La superficie normalement cultivée pourrait se réduire de 20 à 30 pour cent.
- Les prix des denrées alimentaires, particulièrement celles produites localement, demeurent au-dessus de la normale. La cause en est la faible production enregistrée en 2014 et en 2015. Le prix nominal de la semoule de maïs, l'une des principales cultures du pays, en janvier 2016, a subi des augmentations par rapport à la moyenne quinquennale, de 6 à 120 pour cent. Par contre, les prix des produits importés, tel que le riz, sont relativement stables, au fort même de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar.
- De nombreuses communes dans le Sud-est, l'Ouest, la péninsule du Sud, le Nord-Ouest, le haut Artibonite, le Centre et le Nord-est sont en Crise (Phase 3 de l'IPC) et y resteront jusqu'en juin 2016. Si les récoltes attendues en juillet sont plus abondantes que celles de juillet 2015, une amélioration de la situation reste très probable et ces zones pourraient passer en Stress (Phase 2 de l'IPC).

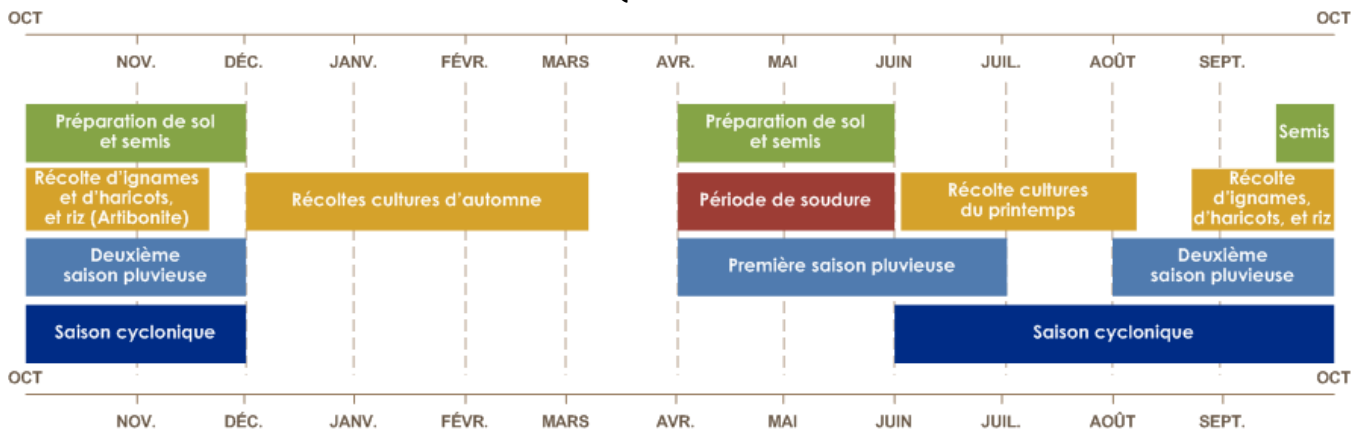
Carte des résultats actuels de la sécurité alimentaire, février 2016



Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats d'insécurité alimentaire *aigüe* qui sont pertinents pour la prise de décisions d'urgence. Elles ne reflètent pas nécessairement l'insécurité alimentaire *chronique*. Veuillez consulter le site www.fews.net/foodinsecurityscale pour plus d'information à cet égard.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



Source: FEWS NET

Ce rapport a été rendu possible grâce au soutien des organismes suivants :

CONTEXTE NATIONAL

Situation actuelle

Au cours de l'année 2015 et pendant les deux premiers mois de 2016, la situation de sécurité alimentaire en Haïti est affectée en grande partie par les effets du phénomène El Niño sur la production agricole. La sécheresse qu'il a induite a entraîné des pertes de récoltes à travers le pays occasionnant une baisse de la disponibilité alimentaire. Une accélération de la hausse des prix des produits alimentaires locaux a été donc observée.

De plus, la crise électorale qui perdure depuis août a créé un climat néfaste au bon fonctionnement des affaires réduisant ainsi le niveau des investissements publics et privés. Ces deux chocs contribuent à la dégradation de la situation macro-économique du pays, aggravant ainsi la détérioration des conditions de sécurité alimentaire des ménages très pauvres.

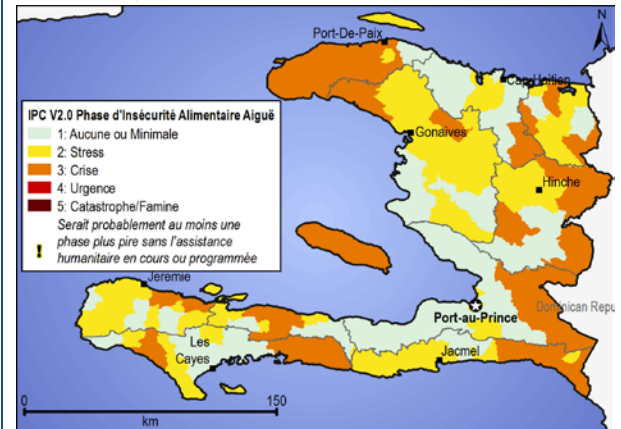
Aléas climatiques. Le phénomène El Niño était resté actif pendant les deux saisons productives de l'année 2015. Il a engendré de longues périodes sèches, très sévères, soit les pires enregistrées depuis le début des années 80. Des déficits hydriques étaient observés dans presque toutes les zones du pays, particulièrement dans la péninsule du Sud, le Sud-est, le Nord-Ouest, le haut Artibonite, le Nord-Est, l'Ouest et le Plateau Central. Dans la plupart de ces zones, la pluviométrie a atteint à peine 50 pour cent du niveau de 2014, dont la valeur était inférieure à la moyenne.

L'une des premières conséquences est la **baisse du niveau de l'eau de surface**. Des rivières ont vu leur débit diminuer sensiblement. Une étude comparative de la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) montre des baisses du niveau de la nappe souterraine allant jusqu'à 50 pour cent en 2015 par rapport à 2010. Dans diverses localités dans le Sud-Est, par exemple, le développement des plantations d'haricot, semé pendant la campagne décembre/février, s'est trouvé fortement perturbé en raison du manque d'eau dans les canaux d'irrigation.

Cependant, d'après NOAA au cours des trente derniers jours, des pluies proches de la moyenne sont observées à travers toute l'île d'Haïti, maintenant à un niveau adéquat l'humidité du sol. De plus, depuis décembre 2015, des surplus saisonniers dépassant 50 mm sont enregistrés à travers toute l'île. Des indices de végétation récents tels que NDVI ont montré des conditions moyennes ou au-dessus de la moyenne dans la plupart des zones, à l'exception du Nord-Ouest et du Nord-Est où des conditions bien en-deçà de la moyenne ont été constatées (Figure 1). Le département du Nord était même l'objet d'inondations au début du mois de février, ce qui a contribué à une sensible amélioration de l'humidité des sols dans cette région. Selon les cadres de terrain de la CNSA, la commune du Borgne a bénéficié, en une semaine, de plus de 500 mm de pluie durant la même période.

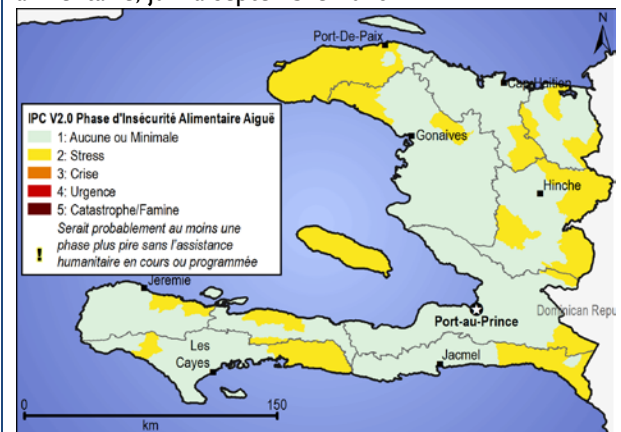
L'effet de la sécheresse a été plus ressenti au niveau de la production agricole. Source de revenu des ménages ruraux, la production agricole a connu une baisse substantielle qui affecte très sérieusement les très pauvres. D'après l'évaluation de la campagne de printemps, conduite par la CNSA et ses partenaires, les pertes enregistrées en 2015 sont estimées à 70 pour cent par rapport à l'année 2014. Par exemple, la production du maïs au niveau national est estimée à 107 600 tonnes métriques contre 159 600 tonnes métriques en 2014, soit 39 pour cent de la moyenne quinquennale. Quant aux haricots, le volume de production s'estime à 56 600 tonnes en 2015 contre 100 600 en 2014, ce qui représente une baisse approximative de 44%. Les haricots et le maïs sont les deux principales céréales et légumineuse cultivées dans le pays.

Carte des résultats les plus probables de la sécurité alimentaire, Février à mai 2016



Source: FEWS NET

Carte des résultats les plus probables de la sécurité alimentaire, juin à septembre 2016



Source: FEWS NET

Ces cartes représentent les résultats d'insécurité alimentaire aiguë qui sont pertinents pour la prise de décisions d'urgence. Elles ne reflètent pas nécessairement l'insécurité alimentaire chronique. Veuillez consulter le site www.fews.net/foodinsecurityscale pour plus d'information à cet égard.

Les autres cultures comme les tubercules (patate douce, ignames, malanga, manioc) et les bananes ont accusé des performances estimées à 50 pour cent par rapport à 2014. Outre la sécheresse qui a affecté les plantations à travers tout le pays, **des pucerons jaunes, des cochenilles farineuses ont ravagé des champs de sorgho dans de nombreuses communes** au niveau des départements de l'Ouest, du Plateau Central, des Nippes et du Sud. Or généralement, plus de 80 pour cent de la récolte du sorgho se fait en février, et cela aide ordinairement à l'atténuation de la période de soudure qui s'étend normalement entre avril et juin. Cette situation constitue un manque à gagner pour les ménages très pauvres en cette période où ils pourraient vendre leur force de travail comme salarié dans la récolte du sorgho.

Comme conséquence de la faiblesse de la production agricole, le marché devient presque l'unique source de nourriture dans presque tous les départements si l'on excepte, le bas Artibonite, quelques communes du Nord, de la plaine des Cayes et de Torbeck où les systèmes d'irrigation soutiennent un niveau de production plus ou moins adéquate.

L'élevage est moins touché que les cultures par la sécheresse résultant du phénomène El Niño. Les fanes des cultures dans de nombreuses zones sont utilisées comme fourrage. Des points d'eau de surface servent encore d'abreuvoir aux animaux. Dans les zones les plus touchées par la sécheresse (Anses-à-Pitres notamment), l'élevage libre se pratique beaucoup plus tôt que la normale au cours de la saison sèche. Dans d'autres zones comme le Nord et l'Artibonite, les animaux conservent leur embonpoint.

Evolution des prix des produits alimentaires. Généralement, les prix des produits locaux tels que le maïs et les haricots ont montré une certaine stabilité ou même une légère tendance à la baisse sur certains marchés avant d'enclencher une hausse en février. Cependant, sur tous les marchés, les prix de ces produits locaux sont supérieurs à la moyenne quinquennale.

Le **maïs est cultivé dans toutes les zones** des moyens d'existence. Il est aussi consommé par une grande majorité de la population haïtienne. Vu le faible volume de production enregistré depuis deux ans, le prix de ce produit n'a cessé de grimper sur la plupart des marchés. Sur les marchés des Gonaïves et de Port-au-Prince, le prix a subi des augmentations de 10 pour cent et de 16 pour cent respectivement entre décembre 2015 et janvier 2016. Cependant, sur le marché de Jérémie où le prix du maïs a enregistré une progression croissante de 200 pour cent entre janvier et décembre 2015, une baisse de 33 pour cent ont été constatée en janvier 2016 par rapport à décembre 2015. Des récoltes, quoique faibles, de fruits d'arbre véritable, de tubercules, des haricots et du pois congo sont très probablement à la base de cette baisse.

La forte demande des **haricots**, l'une des principales sources de protéine des ménages pauvres, la faible disponibilité sur le marché, conséquence de mauvaises récoltes successives et des mesures restrictives prises par le Gouvernement Haïtien qui limitent les importations de la République Dominicaine, expliquent le niveau relativement élevé de leur prix. Entre décembre 2015 et janvier 2016, les prix du haricot ont subi des variations plus ou moins analogues aux années antérieures, mais ils demeurent nettement au-delà de la moyenne quinquennale et de ceux de janvier 2015 dans des proportions variant entre 50 et 125 pour cent. Sur les marchés de Fond des Nègres et de Jérémie, les prix des haricots ont affiché des baisses allant de 6.5 pour cent et de 14 pour cent respectivement. La récolte en janvier du pois congo et des haricots dans

Figure 1. Anomalie de l'indice de la différence normalisée de végétation, du 21 à 29 février 2016.

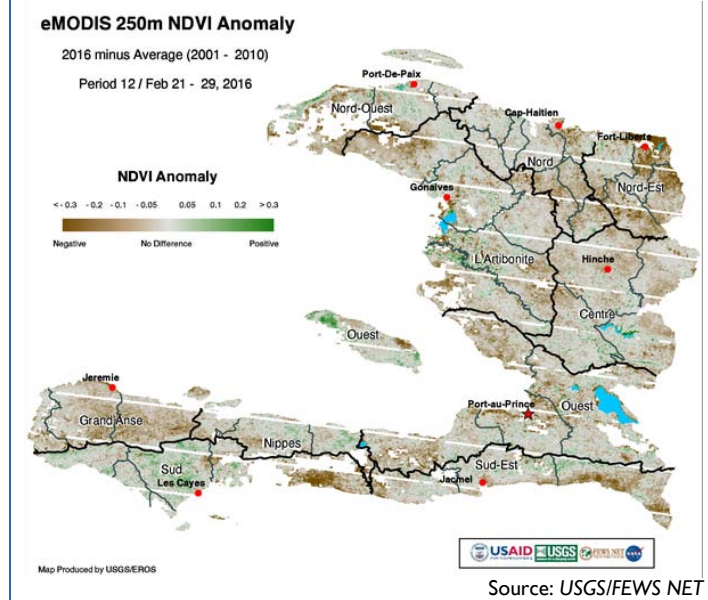
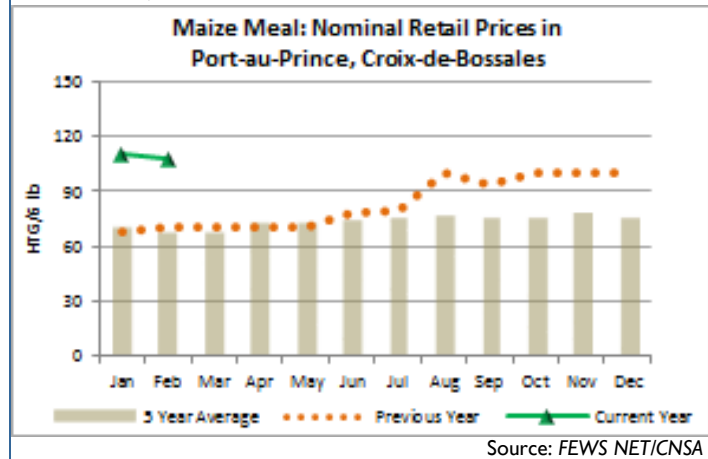


Figure 2. Prix (HTG) de la semoule de maïs, 6 livres à Croix-des-Bossales, Port-au-Prince.



les montagnes à proximité de ces marchés sont à la base de cette tendance. Pendant cette période, particulièrement en décembre et en janvier beaucoup de ménages préfèrent consommer le pois congo vert conduisant à une baisse du prix des haricots. Par contre, les marchés de Hinche et de Jacmel ont accusé des hausses allant de 7 à 25 pour cent respectivement entre décembre et janvier. La sévérité de la sécheresse dans ces deux zones et les politiques commerciales du Gouvernement Haïtien pourraient expliquer cette hausse des prix.

Toutes les autres denrées produites localement ont aussi atteint en janvier des niveaux de prix supérieurs à la moyenne quinquennale et à janvier 2015. Sur le marché de Jacmel, par exemple, un régime de banane acheté à 250 gourdes se vendait entre 350 et 400 gourdes en janvier 2016, d'après les marchands consultés sur place.

Face à la faiblesse de la production nationale les marchés sont de plus en plus approvisionnés et dans une forte proportion par des produits importés. Par exemple, de 350 000 tonnes métriques en 2014, Haïti a importé près de 400 000 tonnes métriques en 2015 selon le Ministère de l'Agriculture des Etats-Unis. Les prix des produits importés ne progressent que très légèrement à l'exception du sucre où l'on remarque des hausses allant de 15 pour cent à 75 pour cent suivant le marché par rapport à janvier 2015. **Le prix du riz importé garde une relative stabilité** sur presque tous les marchés. Il constitue l'un des produits alimentaires le plus consommé au sein des ménages. Son apport énergétique journalier représente près de 20 pour cent selon une étude de FEWS NET en 2009 pour la zone métropolitaine de Port-au-Prince et USDA au niveau national. Viennent ensuite le maïs et les huiles végétales avec 14 pour cent chacun, selon USDA.

En dépit de l'accélération de la dépréciation de la gourde depuis juin 2015, les prix des produits alimentaires importés demeurent plus ou moins stables. Cependant, l'indice FAO des prix des produits alimentaires apporte des éléments de réponse. Cet indice est à son plus bas niveau depuis sept ans dû à une abondance de produits agricoles sur le marché mondial, à un ralentissement de l'économie mondiale et au raffermissement du dollar américain. Tous ces facteurs devraient contribuer à atténuer l'effet de la dépréciation de la gourde et faciliter la stabilité des prix des produits alimentaires importés.

Demande de main-d'œuvre agricole. Bien que saisonnière, la main-d'œuvre constitue la principale source de revenu des ménages très pauvres dont elle fournit en moyenne près de 40 pour cent. La demande baisse de façon typique dans la plupart des zones à l'exception des aires irriguées entre novembre et février. Elle recommence à croître en février/mars pour atteindre son apogée en avril/mai. A cause de la sécheresse qui a affecté les plantations, couplée aux dégâts des pestes, la demande pour les récoltes est sensiblement plus faible en janvier/février de cette année. Des informations reçues des contacts sur le terrain montrent toutefois qu'aucun changement ne s'est produit par rapport au montant habituellement payé ; ce dernier varie entre 100 et 150 gourdes par jour suivant la zone. Par exemple, dans la commune de Fond-Verrettes, les ouvriers agricoles perçoivent 100 gourdes en espèce, une collation et un repas valant 25 gourdes à 50 gourdes pour une journée de travail. Avec les pluies qui s'amorcent, principalement dans les montagnes humides, la préparation de sol, la mise en place des pépinières de production de plantules légumières et le semis des haricots commencent à absorber une partie de la main-d'œuvre.

Avec l'accroissement de la dépendance du marché des ménages ruraux pour se nourrir, **le petit commerce déjà important occupe une place de plus en plus élevée dans les activités des ménages très pauvres.** Des entretiens avec des contacts de terrain et les intéressés eux-mêmes confirment cette tendance. Les activités de petit commerce, cependant, sont si émietées que les retours sur les investissements sont généralement très peu significatifs. Ceux qui pratiquent cette activité rapportent qu'ils n'ont engrangé, bien souvent, aucun bénéfice. Beaucoup s'en retrouvent même endettés, car de manière générale, les petits commerçants consomment une partie des produits de vente.

Poussés par la perte des récoltes, les ménages très pauvres **essaient d'intensifier des activités coutumières** telles que pratique de la lessive pour les plus aisés, chauffeur de taxi moto, fabrication du charbon. D'autres se rendent dans la matinée chez les plus aisés sans être invités, s'y adonnent à des tâches domestiques, espérant qu'au départ dans la soirée ils recevront un peu d'argent ou de nourriture pour les services rendus. Toutes ces activités sont entreprises en vue de compenser les pertes liées à la faiblesse de la production agricole frappée par la sécheresse induite par le phénomène El Niño.

Dégradation de l'environnement socio-politique. Depuis août 2015, le pays entre dans une crise électorale qui perturbe tant les activités sociales qu'économiques. Des manifestations de rue violentes et une augmentation de la criminalité favorisée par la faiblesse des institutions étatiques entre autres poussent les acteurs économiques et les consommateurs à la prudence. Les incertitudes liées aux élections de fin décembre et à la violence qu'elles auraient pu entraîner ont contraint

des membres de la diaspora haïtienne vivant en Amérique du Nord et en Europe à ne pas visiter le pays pendant cette période, contrairement aux années antérieures. Le même scénario est répété pour la période carnavalesque en février pour les mêmes raisons : la peur de la violence associée à la crise électorale. Ces visiteurs généralement font marcher l'économie en y injectant des devises étrangères. Comme conséquence, la gourde qui, habituellement, se renforce en cette période par rapport au dollar, a vu sa dépréciation s'accroître depuis juin 2015.

La sécheresse et la crise électorale se sont produites à un moment où **la situation macro-économique du pays se dégrade**. L'aide internationale qui permettait jusqu'en 2014 de maintenir une certaine stabilité a grandement diminué. L'indice général des prix à la consommation a atteint en décembre en glissement annuel le niveau de 12.5 pour cent. De plus, la gourde qui s'achetait à 46 gourdes pour un dollar en décembre 2014 est passée à 60 gourdes en décembre 2015. Les incertitudes engendrées des élections annoncées en 2015 pour les acteurs économiques ont presque annihilé les perspectives de croissance prévue pour cette année. Des 4.3 pour cent de croissance prévue par le gouvernement, on n'a pu atteindre que 1.7 pour cent, le plus faible taux enregistré depuis dix ans. De plus, le financement du budget de la République est mis à mal avec la chute du cours du baril de pétrole sur le marché International. Bénéficiant d'un crédit du Venezuela dans le cadre de l'accord Petro Caribe, le budget du pays allait être financé jusqu'à la hauteur de 20 milliards de gourdes en 2014. A cause de la baisse du prix du baril, les 10 milliard attendues de Péto Caribe pour le budget 2015-2016 ne seront pas disponibles. Les économistes du Groupe Croissance pensent que ce déficit budgétaire affecterait les investissements de l'Etat et par voie de conséquence la croissance et la création d'emplois en 2016. Les intrants que le Gouvernement octroie aux agriculteurs pour la campagne agricole du printemps pourraient être révisés à la baisse cette année, à un moment où ils en ont le plus grand besoin. Cette révision à la baisse est susceptible d'entraîner une réduction de la surface habituellement cultivée.

Situation Nutritionnelle. Une enquête SMART a été conduite entre le 4 et 8 novembre 2015 par le Ministère de la Santé et UNICEF pour évaluer l'état nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois dans 20 communes très affectées par la sécheresse dans les départements du Nord-Ouest, de l'Artibonite, du Centre et du Sud-est. L'enquête visait à produire des résultats représentatifs au niveau de la commune. L'état nutritionnel a été évalué en mesurant le périmètre brachial (MUAC) et en identifiant la présence ou l'absence d'œdème. Selon cette étude, quatre communes ont montré une prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) identifiée par le MUAC (<125 mm) supérieurs à 15 pour cent. Ce sont les communes de Fonds-Verrettes, Port-de-Paix, Anse-Rouge et Bombardopolis. Deux autres communes, Jean Rabel et Belle-Anse, ont un MAG dépassant la prévalence de 10 pour cent. Huit communes avaient une prévalence moins de 5 pour cent, et il y en a cinq qui avaient des niveaux entre 10 et 15 pour cent. Les communes avec des prévalences de MAG élevées étaient répandues géographiquement et les autres communes avoisinantes ont rapporté des niveaux de MAG bien plus bas.

Cependant, des préoccupations méthodologiques sont à prendre en compte. L'enquête ne mesurait que le périmètre brachial et non taille/poids, ce qui donnerait beaucoup plus de crédibilité à la qualité du rapport. De plus, les calculs de la taille de l'échantillon anticipaient un taux de non-réponse de 3 pour cent, qui est la valeur standard pour la plupart des enquêtes. Toutefois, la moyenne des non-réponses à travers les communes était de 16 pour cent, et 11 des 20 communes avaient un taux de non-réponses supérieurs à 15. Des taux élevés de non-répondants peuvent faire baisser la précision des résultats de l'enquête et ainsi les biaiser comme les non-répondants peuvent varier d'un ménage à l'autre.

Développement Agricole. Les grands projets de développement comme *Feed the Future Haiti* dans l'Ouest, RESEPAG et AVANSE dans le Nord et d'autres dans le département du Sud continuent d'offrir des services aux agriculteurs dans leur zone respective d'intervention. Le Ministère de l'Agriculture a un budget plus élevé pour le nouvel exercice fiscal. Mais, après l'annulation du contrat Petro Caribe, ces fonds pourraient ne pas être rendus disponibles. La quantité de fertilisants chimiques disponibles jusqu'à date pour la campagne de printemps est de l'ordre de 5500 tonnes métriques contre les 20 000 à 35 000 tonnes apportées en général.

La FAO compte intervenir au niveau de trois départements pour un total de dix communes. Quelque 13 000 ménages bénéficieront d'une distribution de semences tolérantes à la sécheresse dans le cadre de la campagne agricole du printemps qui démarre en mars/avril. Ces bénéficiaires recevront 58.5 tonnes de haricots, 36.5 tonnes de pois congo, 30 tonnes de pois souche, variété naine, 6 750 000 boutures de patate et 3 900 000 boutures de manioc. Vu la rareté et la cherté des semences dans les zones de distribution, leur mise à disposition dès le démarrage de la saison permettra aux bénéficiaires d'entamer la campagne du printemps sans trop de stress. Dans la commune d'Aquin dans le Sud, AVSI, une ONG italienne, apportera à 2300 ménages ruraux, avec des fonds reçus d'ECHO, une aide en intrants agricoles, en cash for Works, en eau potable pendant 16 mois à partir de février 2016.

Il est clair que là où l'aide à la production agricole est planifiée et exécutée avec la mise à disponibilité d'intrants agricoles, les agriculteurs vont pouvoir ensemer la superficie généralement emblavée en temps normal. De l'incertitude persiste dans les zones qui n'ont encore aucun espoir d'aide. La proportion cultivée dans ces zones par rapport à la normale pourrait être inférieure à 80 pour cent.

Assistance Humanitaire. L'augmentation du nombre de bénéficiaires de certains programmes d'assistance humanitaire en cours comme Kore Lavi contribuent à améliorer la sécurité alimentaire des ménages bénéficiaires dans le Plateau Central, le Sud-est et le Nord-ouest. Des organisations internationales comme l'USAID, l'ECHO, OCHA, le PAM et la FAO sont en train de prendre des mesures pour renforcer les interventions en cours ou en entreprendre de nouvelles. Toutes ces mesures combinées pourraient aider à l'amélioration de l'état nutritionnel et les moyens d'existence des ménages bénéficiaires dans les zones concernées du Sud-est, du Plateau Central et du Nord-Ouest.

Les transferts privés de l'étranger. D'année en année, le montant des transferts privés effectués par la diaspora haïtienne en faveur de leur proche en Haiti ne cesse de s'accroître. Si ces montants ne permettent pas d'arrêter l'hémorragie de la gourde qui se déprécie à un rythme effarant par rapport au dollar, ils permettent tout au moins de la réduire. Plus de 100 millions de dollars sont insérés via la diaspora dans l'économie haïtienne sur une base mensuelle. De 160 millions en décembre 2014, le pays a reçu 175 millions en décembre 2015, soit une augmentation d'environ 9 pour cent. Ces entrées sont utilisées pour payer l'écolage des enfants, la nourriture, des biens et des services de toutes sortes.

Déportation des personnes sur la frontière. Les organisations travaillant dans la migration estiment à environ 60 000 le nombre de personnes refoulées de la République Dominicaine vers Haiti. De ce nombre, l'Organisation Internationale pour la Migration (OIM) estime qu'environ 2900 personnes, soit 544 ménages, sont établis dans un camp de fortune à Anse-à-Pitre. Avec un appui financier de 2 millions de dollars fourni par le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires, OIM assurera la relocalisation de ces ménages.

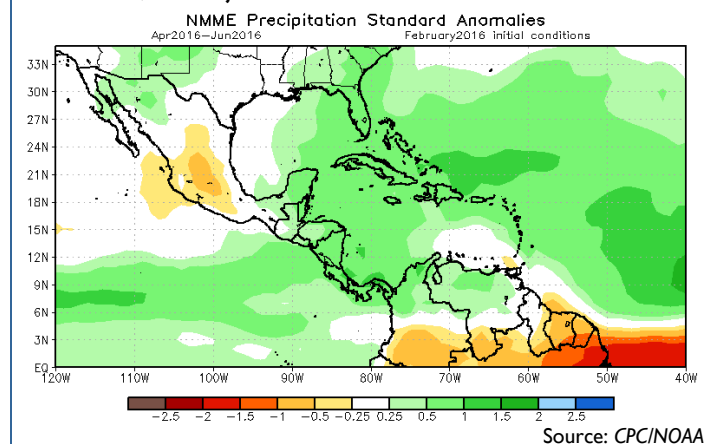
Suppositions

Suite aux constats ci-dessus, on est amené à émettre les hypothèses générales suivantes:

- **Depuis juin 2015, la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain s'est accélérée.** Les mesures prises par la Banque Centrale n'ont pas réussi à stabiliser la gourde ni à freiner le taux d'inflation. La probabilité d'une dépréciation continue de la gourde et de la hausse des prix des produits et par voie de conséquence une atténuation des effets du plan de réponse sur la sécurité alimentaire est attendue.

- **Les prévisions [NMME](#), [IRI](#), [ECMWF](#), et de [CariCOF](#) et de la plupart des modèles pour la période février-juin indiquent des pluies cumulées atteignant la moyenne ou la dépassant (Figure 3).** Il faut noter également que les conditions du développement de El Nino continueront à être très fortes jusqu'en mars mais pourraient s'affaiblir entre avril et mai. Un démarrage dans les délais de la première saison pluvieuse en mars/avril demeure fort probable, ce qui favoriserait les semis dans toutes les zones du pays dès les premiers instants de la saison.

Figure 3. Prévision NMME des anomalies pluviométriques normalisées, avril à juin 2016.



- **L'instabilité politique et la crise électorale actuelle semblent influencer la mise en oeuvre des activités de développement financées par la communauté internationale.** Même l'arrivée d'un nouveau gouvernement ne garantit pas l'engagement de la communauté internationale qui pourrait afficher un certain attentisme par rapport aux orientations de la politique gouvernementale. Déjà on a remarqué qu'un certain nombre d'organisations non-gouvernementales installées depuis des années dans certaines zones du pays commencent à réduire leurs activités et licencier du staff. Le développement d'une telle situation ne manquera pas d'affecter les prochaines campagnes agricoles dans la mesure où ces organisations accompagnent généralement les agriculteurs dans leurs zones respectives d'intervention.

- **Une baisse significative de la production agricole en 2014 a entraîné dès février 2015 une augmentation substantielle allant de 50 pour cent à plus de 80 pour cent des prix des produits alimentaires locaux qui perdurent encore.** Vu que les pertes des récoltes ont été encore plus élevées en 2015, il est très probable que le niveau actuel des prix se maintienne jusqu'à la prochaine récolte en juillet 2016 ou même dépasse le niveau de 2015. Se basant sur les prévisions pluviométriques favorables sur toute la durée du scénario, il est fort probable que les prix affichent une baisse sensible entre juillet et septembre. De façon typique, c'est la période où les prix affichent leur plus bas niveau.
- **Le nombre d'Haïtiens refoulés de la République Dominicaine et d'autres pays de la Caraïbe avoisine les 60 000.** Les élections programmées pour 2016 en République Dominicaine pourraient contribuer à une intensification du refoulement, une politique généralement appliquée par les Dominicains en période électorale. En cette période où la demande de la main-d'œuvre est en déclin, il sera encore plus difficile pour les déportés disposant de très peu de capital social dans le pays de trouver un emploi, ils vont augmenter le nombre de personnes en insécurité alimentaire dans les zones d'accueil comme le Sud-Est, le Nord-Est et le Plateau Central.
- **L'enquête SMART conduite par le Ministère de la Santé en novembre 2015 montre que les niveaux de la malnutrition aigüe parmi les enfants de 6 à 59 mois sont préoccupants** dans certaines des communes les plus affectées par la sécheresse en 2015. Vu que les conditions de la sécurité alimentaire continuent à se dégrader, il est probable que le taux de la prévalence de la malnutrition demeure élevé ou s'empire entre février et juin dans ces communes.
- **La demande de main-d'œuvre agricole.** Très faible actuellement par rapport à la normale à cause de la faiblesse des récoltes de janvier et février, la demande de la main-d'œuvre devra augmenter graduellement à partir de mars et se poursuivra pour atteindre un pic en avril/mai mais sans parvenir au niveau habituel. Les ménages moyens et les mieux-lotés n'auront pas très probablement pendant la première saison suffisamment de ressources pour cultiver autant de superficie qu'en temps normal. Les ménages pauvres tirent selon la zone plus de 30 pour cent de leur revenu annuel de la main-d'œuvre agricole. Une amélioration sensible dans la demande est attendue entre août et septembre au cours de la deuxième saison agricole. Comme à chaque saison, les ménages très pauvres attendront une partie des revenus tirés de la main-d'œuvre avant d'ensemencer leurs propres parcelles, ce qui se fait généralement un peu tard avec tous les risques de rater la saison pluvieuse. Tenant compte des prévisions de pluie plus favorables pendant les deux saisons, la probabilité pour les très pauvres de cultiver leurs terres et d'obtenir des récoltes demeure élevée.
- Dans son souci de stabiliser le taux de change de la monnaie locale, la Banque Centrale a pris des mesures pour réduire la masse monétaire en circulation. Les banques commerciales disposent donc de moins de liquidités pour satisfaire la demande de leur clientèle. Il s'en suivrait un ralentissement du crédit à la consommation et à la production qui pourrait avoir un impact sur les activités économiques en particulier sur le maintien et la création de l'emploi.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

La perte des deux principales campagnes agricoles dans la plupart des zones de production en 2015 a exacerbé une situation alimentaire déjà précaire après des pertes de récolte élevées en 2014. Dans une évaluation rapide entreprise par la CNSA en décembre 2015 dans les zones les plus affectées par la sécheresse, les résultats préliminaires indiquent que 72 pour cent des répondants ont affirmé avoir perdu plus de 80 pour cent de leur production.

Les ménages très pauvres perçoivent en temps normal jusqu'à 60 pour cent de leur revenu des activités agricoles alors que les récoltes assurent à hauteur de 20 pour cent leur consommation alimentaire. Les autres sources de revenu comme la fabrication du charbon de bois, la pêche, la migration ne permettent pas de compenser toutes les pertes enregistrées au niveau de la production agricole.

Dans un contexte de baisse de revenu, la hausse des prix des produits alimentaires locaux réduit sensiblement l'accès des ménages très pauvres aux aliments. Les prix des produits alimentaires importés n'ont pas progressé de manière rapide, mais sont relativement élevés. Les ménages s'adonnent au crédit et à la substitution en consommant des produits moins chers, comme la patate douce en guise de céréale mais pas toujours préférés.

Tenant compte de tous ces facteurs, il est tout à fait probable que l'insécurité alimentaire se maintienne à son niveau actuel dans les zones déjà classifiées en Crise (Phase 3 de l'IPC). Des zones classifiées en Stress (Phase 2 de l'IPC) dans les Nippes, le Nord-est, l'Ouest et la Grand 'Anse sont susceptibles de basculer en Crise (Phase 3 de l'IPC) entre février et juin, dû à la longue période de soudure et des dépenses d'investissement pour la conduite de la campagne du printemps. A partir de juillet, période de récolte, un certain assouplissement de la situation alimentaire est à espérer à travers tout le pays. En tablant sur les récoltes des plantations du printemps, la baisse des prix des produits alimentaires et la poursuite de la demande de main-d'œuvre pendant la deuxième saison agricole en août et septembre. Le nombre de personnes en Phases 3 et 2 diminuerait de façon significative. Des zones actuellement en Phase 3 dans l'Ouest, le Nord-ouest, le Plateau Central, le Sud-est et les Nippes pourraient se retrouver en Phase 2. Toutefois, le dispositif de suivi de la situation alimentaire dans le pays doit être renforcé. Des enquêtes sur l'offre et les prix des produits alimentaires (CFSAM), de ménages (EFSA) en cours d'exécution par le PAM, la FAO, la CNSA, le Ministère de l'Agriculture, FEWS NET et leurs principaux partenaires et l'enquête nutritionnelle au niveau national attendue incessamment apporteront plus de lumière sur l'évolution de la situation alimentaire dans le pays.

ZONES DE PRÉOCCUPATION

Outre les zones HT02, HT03 et HT07 où de nombreuses communes sont identifiées comme zones préoccupantes et décrites ci-dessous, on pourrait également citer la zone HT01 dont la situation est aussi préoccupante. Cependant, cette dernière zone qui était en Crise depuis plusieurs saisons a bénéficié de pluviométrie plus abondante à la fin de l'année 2015 et attend une récolte de maïs et de sorgho en mars particulièrement dans le Nord-Ouest.

Zone HT02 du nord-est (Ferrier, Mont Organisé, Ste Suzanne, Caracol, Terrier Rouge, Perches, Capotille)

Situation actuelle

Depuis le mois de février 2015, la grande majorité des communes du département du nord-est n'ont pas enregistré de précipitations susceptibles de profiter aux activités agricoles. Cette situation a entraîné l'échec de la récolte de la première saison agricole (Mars-juillet) qui représente environ 60 % de la production locale ainsi que celle de la deuxième saison (Dec-Janvier). Dans de nombreuses zones les semis n'ont pas pu avoir lieu alors que dans d'autres ceux réalisés ont tous souffert des impacts de la sécheresse.

Dans les aires rizicoles, la plaine de Maribaroux et de Fort Liberté, on vient de constater la perte de la troisième saison consécutive de la culture du riz, ce qui n'est pas sans conséquence sur le revenu des travailleurs agricoles de la zone. Car, la riziculture est prédominante dans ces communes-là. Les récoltes des cultures d'arachides et de l'igname, très importantes pour les communes de Capotille et de Mont-Organisé ont affiché des performances en deçà de 50 pourcent des récoltes de l'année de référence.

Les récoltes de pois congo ont été aussi très faibles dans l'ensemble des communes, à cause de la sécheresse qui continue encore et réduit les activités de préparation des sols en prélude au lancement de la campagne de printemps 2016. Par contre, dans la commune de Caracol, le développement du haricot se poursuit avec une bonne perspective de récolte pour les mois de février et mars, quoique le manque de moyens financiers ait conduit à une baisse de 40 pourcent des superficies emblavées.

Quoique la sécheresse sévisse depuis environ un an, les animaux semblent ne pas être trop affectés. Car ils conservent encore leur bon état physique grâce à des poches d'eau et à la disponibilité de fourrage renforcée par les parcelles non cultivées. Malgré une augmentation de la vente des têtes de bétail sur le marché, les prix des animaux n'ont pas baissé. Les bovins, les caprins et porcins gagnent en moyenne entre 25 et 50 pour cent de leur valeur marchande, par rapport à l'année dernière. Ces hausses des prix n'expliquent pas pour autant une augmentation substantielle des revenus des ménages très pauvres, ne disposant que d'une quantité limitée de tête de bétail. De plus, la hausse des prix du bétail semble être expliquée aussi par une augmentation de la demande puisque bon nombre de personnes se sont reconverties dans le commerce de bétail, par manque de produits agricoles pour alimenter leurs activités commerciales. Certains acheteurs, viennent même d'autres régions pour s'approvisionner et aller revendre ailleurs.

Les marchés sont marqués par une baisse relative de produits provenant de la République Dominicaine alors que les denrées localement produites y sont très rares. Les récoltes de pois congo, de racines et de tubercules n'ont pas vraiment amélioré la disponibilité alimentaire et n'ont presque aucun effet réductible sur les prix. Le prix de la semoule de maïs et du haricot continue de varier entre 50 et 100 pourcent plus cher par rapport à janvier 2015.

Alors que le marché constitue la plus importante source de nourriture, puisque les récoltes propres qui représentent en temps normal 25 pour cent des sources de nourriture des très pauvres sont actuellement épuisées. Les opportunités d'emplois sont très rares. Les activités agricoles qui en absorbent généralement la plus large part sont presque inexistantes. Les activités commerciales et d'embauche le long de la frontière fonctionnent au ralenti. Les principales sources de revenus sont pour le moment, la vente de bétails et le charbon de bois. Or, les ménages très pauvres en sont généralement dépourvus. Ils font donc face à une réduction d'au moins de 50 pourcent de leurs revenus normaux.

Suppositions

- Les prix des produits locaux tels que maïs et haricots vont continuer à augmenter d'entre 15 et 25 pourcent, au moins jusqu'au mois de juin 2016, sous la pression de la demande couplée à un manque d'approvisionnement, par contre, à partir du mois de juillet les prix vont amorcer une baisse saisonnière grâce aux récoltes. Les prix des produits importés aussi pourront se renchérir aussi, si la monnaie locale (la gourde) poursuit sa dépréciation face au dollar.
- La période de soudure qui s'étend normalement d'avril à juin peut s'allonger d'au moins un mois, en commençant à partir du mois de mars, vu le manque de disponibilité entraîné par la faiblesse des récoltes de printemps et d'hiver. Durant cette période, à défaut de programmes de prise en charge, la situation nutritionnelle des enfants pourrait se dégrader dans les sections communales les plus reculées.
- Entre mai et juin, un début de récolte de mangues sera à même d'atténuer la situation qui restera toutefois très difficile.
- L'amélioration des conditions pluviométriques peut enthousiasmer les agriculteurs durant le lancement de la campagne agricole de printemps. Ce qui fera augmenter la demande de main d'œuvre et du coup, une amélioration des revenus des ménages pauvres

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Les mauvaises récoltes entre novembre et décembre, en plus de l'échec de la saison de printemps, ont pour conséquence une réduction de la disponibilité actuelle de produits locaux sur le marché exposant ainsi les ménages pauvres à l'achat de produits de plus en plus chers. Le marché devient la source unique de nourriture des très pauvres tandis que leurs revenus demeurent dérisoires vu que la demande de main-d'œuvre agricole est à son plus bas niveau. Les ménages très pauvres se trouvent actuellement en situation de Crise (Phase 3).

Entre mars et juin, on se retrouvera en pleine période de soudure, il n'y aura plus de réserves au niveau des ménages et les prix des produits alimentaires de base (maïs, haricots, riz) connaîtront une hausse variant entre 15 et 20 pour cent. La demande de main-d'œuvre agricole, sans doute, sera en deçà de la normale, compte tenu de la décapitalisation des ménages moyens et nantis, réduisant leur capacité à investir dans les activités agricoles, à la suite de la baisse substantielle des récoltes des deux dernières années. La consommation alimentaire des ménages très pauvres continuera probablement à se détériorer davantage.

Entre juillet et septembre, une bonne répartition des pluies peut encourager la reprise des activités agricoles et un échelonnement de semis, qui sera favorable à une amélioration des revenus agricoles en augmentant la demande de main-d'œuvre. Pendant cette période, il y aura aussi des récoltes, qui seront très probablement plus élevées par rapport à 2014 et 2015; l'amélioration des disponibilités contribuera au fléchissement des prix des produits alimentaires de base. La situation des ménages très pauvres connaîtra alors une amélioration considérable, ce qui fera passer les ménages pauvres d'une situation de Crise à une situation de Stress (Phase 2) entre juillet et septembre.

Zone côtière sèche de production de Maïs, charbon et de petits ruminants, HT07 (Anse-à-Pitres, Belle-Anse, Grand-Gosier)

Situation actuelle

Comme conséquence directe de la sécheresse résultant du phénomène El Niño qui a frappé la zone, les récoltes de pois congo, de maïs et de sorgho sont quasi nulles. Les quelques parcelles de pois congo, tardivement,ensemencées, sont actuellement en floraison. Des récoltes de giraumon et de patate douce sont actuellement en cours mais leur performance reste très faible et ne peuvent en rien contenir la hausse des prix.

Les marchés sont bien approvisionnés particulièrement en produits alimentaires importés qui affichent des prix plus ou moins stables, avec une tendance haussière pour certains. Par contre, la disponibilité des produits locaux est en-dessous de la moyenne quinquennale conséquemment à la perte des dernières récoltes. Sur le marché de Jacmel, les prix des produits locaux, comme le maïs et le haricot, comparés pour les mois de janvier 2015 et 2016, ont montré une augmentation de près de plus de 70 pourcent.

La pêche reste l'un des moyens de subsistance de cette zone. Les opportunités d'emplois sont très rares dans cette zone, qui reçoit en plus des réfugiés de la République Dominicaine. Le charbon de bois continue d'être une source de revenus, mais on en tire de moins en moins à cause du non renouvellement de ressources ligneuses. La vente des têtes de bétail devient alors l'une des plus importantes sources de revenus, ce qui contribue à une réduction de la population animale de la zone. Beaucoup de jeunes, pour survivre, s'adonnent à des activités de taxi moto. Là encore les revenus sont émiettés en raison d'une augmentation du nombre de taxis opérant dans le même espace, entraînant une concurrence entre les prestataires de services pour le moins sévère en vue d'augmenter leur part de marché.

La situation est telle que certains témoignent du retrait de l'école de bons nombres d'enfants. Cependant, face à l'exacerbation de la situation, suite à l'arrivée des réfugiés de la République Dominicaine, le gouvernement haïtien met en place un programme d'assistance au bénéfice de ces derniers, principalement dans la commune d'Anse à Pitres. En ce qui a trait à l'assistance humanitaire, le projet de sécurité alimentaire exécuté par Solidarité internationale, par le biais moyennant d'un financement d'ECHO dans les communes de Belle Anse, Grand Gosier et Anse à Pitres, a touché à sa fin depuis le mois de décembre 2015.

Suppositions

- Les prix des produits alimentaires de base, notamment le maïs et le haricot, afficheront une hausse atypique entre 25 et 50 pourcent, au-dessus de l'année dernière, avec un pic entre mars et mai. A la faveur des récoltes du mois de juillet, les prix devront baisser entre juillet et septembre.
- La période de soudure tend à s'allonger d'au moins un mois. Durant cette période, à défaut de programmes de prise en charge, la situation nutritionnelle des enfants pourrait se dégrader dans les sections communales les plus reculées particulièrement dans la commune de Belle-Anse où de nombreux cas de de malnutrition ont été enregistrés pendant les périodes de disette de 2008 et de 2013.
- Les prévisions favorables de la pluviométrie permettront de profiter de l'apport annoncé de la FAO en intrants agricoles pour soutenir les agriculteurs, et du même coup, la demande de main-d'œuvre qui en résultera contribuera à améliorer le revenu des ménages très pauvres. De plus, une bonne pluviométrie aura un impact positif sur les récoltes qui tendront très probablement à s'approcher de celles de l'année de référence.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

La faiblesse de revenus, la hausse des prix entraînée par la faible disponibilité alimentaire mettent les ménages pauvres et très pauvres face à un déficit de survie allant de 20 à 40 pour cent. Et ce, malgré l'adoption des stratégies d'adaptation comme l'intensification de la pêche et de la fabrication de charbon, la migration et la vente de bétail, Il est très difficile de satisfaire pleinement les besoins essentiels alimentaires et non alimentaires. Les ménages très pauvres se retrouvent actuellement (février) et se maintiendront entre les mois mars et juin dans une situation de Crise (Phase 3).

Les récoltes qui débiteront dès la fin du mois de juin devront apporter un soulagement au sein de certains ménages. La consommation alimentaire des ménages très pauvres connaîtra en réalité une amélioration substantielle dans le temps

grâce à une amélioration des revenus tirés des activités agricoles qui seront encouragées par une probable bonne répartition des pluies. Les récoltes en cours, une demande plus élevée de la main-d'œuvre entre juillet et septembre et une baisse probable des prix des produits alimentaires de base conduiront à une amélioration des conditions alimentaires des très pauvres dont la plupart se retrouveront en Stress (Phase 2).

Zone agropastorale de plateau HT03 (Thomassique, Cerca la Source, Cerca Carvajal, Belladère, Boucan Carré, Thomonde (Baituribes), Hinche (Agua y Dionde))

Situation actuelle

Les communes Thomassique, Cerca la Source, Cerca Carvajal, Belladère, Boucan Carré faisant partie de la zone HT03 ont connu une sécheresse plus sévère que d'habitude. Ce qui a provoqué la perte de saison de printemps et de l'automne. En plus des faibles récoltes de pois congo, de tubercules et racines enregistrées entre novembre et décembre, la production de sorgho a été complètement anéantie suite à une attaque de cochenille blanche, jusque-là incontrôlée. Alors que les récoltes de patate arrivent à termes, les bananeraies souffrent d'un manque d'eau qui aura des répercussions sur leur rendement.

La perte des récoltes de sorgho a été particulièrement néfaste, en réduisant les possibilités d'emplois, pour les ménages très pauvres qui tirent une large part de leur revenu des activités agricoles. La demande de main-d'œuvre a été donc quasi nulle entre janvier et février, où s'effectuait habituellement la récolte du sorgho. D'après les techniciens la production locale couvre entre 10 et 30 pourcent des besoins alimentaires des communes. Cependant les produits dominicains continuent d'arriver sur le marché à l'exception des interdits. En un mot, le marché reste bien achalandé, mais les sources de revenus ont sensiblement régressé, ce qui fait estimer le déficit de consommation alimentaire des ménages très pauvres autour de 30 pourcent en moyenne.

Les prix, quant à eux, après avoir grimpé durant ces derniers mois, affichent une relative et fragile stabilité. En dépit de la dépréciation de la gourde, les prix des produits importés ne connaissent pas encore d'envolée, malgré de légère baisse variant entre 3 et 5 pourcent observée sur le prix de la marmite du riz importé notamment, ce qui est peut-être dû à des prix abordables au niveau international. De même, pour les produits locaux, de récentes récoltes bien que très faibles contribuent à cette apparente stabilité. Si le prix du haricot noir a grimpé de près de 7 pour cent par rapport au mois décembre 2015, celui du maïs moulu s'est maintenu stable pendant la même période. Cependant leurs niveaux restent encore largement supérieurs aux prix de l'année dernière. Le prix du maïs moulu est 36% plus élevé que l'année dernière et 45% plus cher qu'il y a 5 ans. Le prix du haricot noir est supérieur au prix de janvier 2015 de 93 pourcent et de 118 pourcent au-dessus de la moyenne quinquennale. La perte des récoltes au cours des deux dernières années est la principale raison pouvant expliquer de telles hausses.

Habitué à la dynamique frontalière qui consiste en des traversées régulières pour des activités commerciales et vente de main-d'œuvre, les ménages très pauvres sont directement affectés par les mesures du Gouvernement Haïtien qui vise à restreindre les importations de la République Dominicaine par voies terrestres. Cette mesure affecte le groupe des gens qui vivaient de ce commerce, soit parce qu'ils achetaient et revendaient des produits, soit parce qu'ils travaillaient dans le transport des marchandises sur la frontière. Leurs principales sources de revenus sont actuellement la vente de bétail, le charbon au détriment des arbres fruitiers dans certains cas.

Pour ce qui est de l'assistance humanitaire, le projet KORE LAVI, financé par l'USAID, distribue, sur une base mensuelle, des rations alimentaires aux femmes enceintes et aux enfants de moins de deux ans, dans le but de prévenir des cas de malnutrition, en plus d'un bon d'achat de 1100 HTG remis à 3000 ménages bénéficiaires, soit environ 11 pourcent de l'ensemble des populations des communes de Thomassique, Cercacarvajal et Cerca la Source. Le Kit alimentaire pour femmes enceintes est composé de : 6 kg de farine de CSB, 1.35 kg d'huile, 3 kg de blé et 0.9 kg de haricot alors celui de l'enfant est constitué de : 3 kg de farine de CBS, 3 kg de blé, 0.9 kg d'huile et 0.9 kg de haricot.

Suppositions

- La demande de main d'œuvre connaîtra une baisse significative par rapport à la normale pendant la période de préparation des sols et de semis pour la campagne de printemps, ce qui affectera le niveau des revenus des ménages pauvres. Cette baisse dans la demande de main-d'œuvre est le résultat de l'érosion des moyens financiers des ménages moyens et aisés suite à la mauvaise performance des campagnes agricoles de l'année 2015 et du ralentissement des activités commerciales suite à la mesure gouvernementale.

- Les prix des produits alimentaires de base, plus précisément le haricot, se maintiendront au-dessus du niveau des prix de l'année dernière jusqu'en juin 2016. Il est probable que la disponibilité reste faible par rapport à celle de l'an dernier et la demande augmente pendant la période de semis.
- En dépit des tensions entre Haïti et la République Dominicaine, la migration vers la République Dominicaine continuera, car elle représente pour plus d'un, la seule alternative pour trouver un emploi et aussi de main-d'œuvre à bon marché pour les agriculteurs dominicains, cependant le nombre de candidats à l'émigration vers la République Dominicaine sera réduit compte des exigences contraignantes des autorités dominicaines et du refoulement d'un grand nombre d'Haïtiens.
- Les pronostics pluviométriques favorables encourageront le lancement de la campagne agricole, ce qui peut contribuer à l'emblavement d'une plus grande surface par commune et à présager une amélioration des revenus des ménages pauvres entre avril et septembre 2016 dans toute la zone.

Résultats les plus probables sur la sécurité alimentaire

Entre octobre et décembre, les faibles récoltes de maïs, de banane, de manioc doux, de pois congo et la perte du sorgho n'ont pas vraiment permis de renforcer la disponibilité alimentaire de façon substantielle, qui se maintient encore, en-deçà de la moyenne. Les opportunités d'emplois ont été très rares, exacerbées par la crise migratoire. L'apport des programmes KORE LAVI et les stratégies d'adaptation, telles que la fabrication de charbon de bois, la vente du bétail entre autres, n'ont pas suffi à inverser la situation de dégradation engendrée par la perte de la saison de printemps et le dysfonctionnement du commerce avec la République Dominicaine. Les ménages très pauvres sont en situation de Crise (Phase 3) en février et s'y retrouveront encore entre mars et juin, car la demande de main-d'œuvre durant cette période sera en-deçà de la normale alors le marché deviendra presque l'unique source de nourriture des ménages très pauvres.

Avec une pluviométrie adéquate, on pourra s'attendre à des productions à partir du mois de juillet. Certes, les récoltes qui débiteront en juillet devront apporter un soulagement au sein des ménages. La consommation alimentaire des ménages pauvres connaîtra pendant cette période une amélioration substantielle. Les opportunités d'emploi seront probablement plus rares que normales même pendant les récoltes, mais les ménages très pauvres parviendront à s'affranchir de la phase dans laquelle ils se trouvent. Ils arriveront à satisfaire leurs besoins de consommation sans faire trop de pression sur les moyens d'existence, ils seront donc en situation de **Stress (Phase 2)**.

EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCENARIOS

Tableau I : Événements possibles dans les prochains six mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Nationale	<ul style="list-style-type: none"> • Epidémie de fièvre Ziga pendant la période pluvieuse 	<ul style="list-style-type: none"> • Apporteurs de ressources perdent des journées de travail handicapés par l'épidémie
Péninsule Sud, Ouest, Artibonite et Nord	<ul style="list-style-type: none"> • Passage d'un ouragan entre juillet et septembre 	<ul style="list-style-type: none"> • Destruction des récoltes, perte de têtes de bétail, coupure des routes, perturbation fonctionnement des marchés
Nationale	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation substantielle du taux des transferts privés 	<ul style="list-style-type: none"> • Appréciation de la gourde et baisse des prix des produits de consommation de masse.
Les zones en Crise en février	<ul style="list-style-type: none"> • La pluviométrie reste en-dessous de la moyenne entre mars et septembre affectant les activités agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible revenu, faible disponibilité alimentaire, hausse des prix, Ces zones pourraient alors basculer en Phase 4.

A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains six mois, CNSA et FEWS NET développent les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. Ces deux institutions font ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, CNSA et FEWS NET préviennent du scénario le plus probable.